

**Jean-Maurice MAJOU AUDIT**

Société de Commissariat aux Comptes  
inscrite à la Compagnie des Commissaires  
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo  
56550 LOCOAL-MENDON

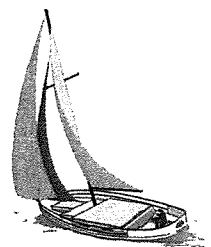
Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54

06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



## **ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN SOINS DU PAYS DE VANNES**

### **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2024**

13 mai 2025

Ce rapport contient 22 pages

# **ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN SOINS DU PAYS DE VANNES**

*Siège social* : 7, allée du champ du Bois-Arcal - 56000 VANNES

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN SOINS DU PAYS DE VANNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre concernant l'étude en cours pour la création d'un Groupement de coopération Sociale et Médico-social qui reprendrait l'intégralité de l'activité et du personnel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Locoal-Mendon,  
Le 13 mai 2025

**Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU AUDIT**  
**Commissaire aux comptes**

  
**Jean-Maurice MAJOU,**  
**Commissaire aux Comptes**

## ■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	3 981	3 981		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions	97 484	71 479	26 015	29 491
Autres immobilisations corporelles	108 389	81 269	27 119	37 132
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres titres immobilisés	99		99	99
<b>Total I</b>	<b>209 962</b>	<b>156 729</b>	<b>53 233</b>	<b>66 723</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances</b>				
Autres créances	2 529		2 529	8 018
<b>Autres postes de l'actif circulant</b>				
Disponibilités	604 632		604 632	520 551
Charges constatées d'avance	107		107	1 477
<b>Total II</b>	<b>607 269</b>		<b>607 269</b>	<b>530 045</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>817 231</b>	<b>156 729</b>	<b>660 502</b>	<b>596 768</b>

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents

autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	89 552	89 552
Report à nouveau	254 146	264 286
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	92 989	-140
Situation nette (sous-total)	446 686	353 698
Total I	446 686	353 698
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	2 825	2 825
Total II	2 825	2 825
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Total III	66 748	75 701
<b>DETTES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 962	33 237
Dettes fiscales et sociales	105 279	118 039
Autres dettes		13 267
Total IV	144 241	164 543
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>660 502</b>	<b>596 768</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	144 241	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	906 624	800 482
Produits de tiers financeurs		
Ressources liées à la générosité du public		725
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	21 859	20 032
Utilisation des fonds dédiés		4 316
Autres produits	805	789
Total I	929 288	826 345
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	208 816	186 882
Impôts, taxes et versements assimilés	19 727	27 122
Salaires et traitements	423 549	438 149
Charges sociales	177 505	161 180
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 731	14 432
Autres charges	15	16
Total II	846 342	827 780
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>82 946</b>	<b>-1 436</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	10 133	7 866
Total III	10 133	7 866
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>10 133</b>	<b>7 866</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes



## ■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>93 079</b>	<b>6 430</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>Sur opérations en capital</b>		<b>3 500</b>
Total V		3 500
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>Sur opérations de gestion</b>	<b>90</b>	<b>9 598</b>
<b>Sur opérations en capital</b>		<b>472</b>
Total VI	90	10 070
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-90</b>	<b>-6 570</b>
Total des produits (I+III+V)	939 422	837 711
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	846 432	837 850
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>92 989</b>	<b>-140</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes



## Annexe légale

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADSPV

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 660 502 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 92 989 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 13/05/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Objet social:

Lieu de rencontre et de réflexion des professionnels de santé, des travailleurs sociaux, des usagers et des représentants des collectivités et organismes sociaux en vue de: proposer, concevoir, organiser, gérer des actions de prévention ou de développement sanitaire (permanence de soins, éducation sanitaire, soins à domicile aux personnes âgées) qui pourraient être réalisées par les différents partenaires dans leur structure propre et dans le respect de l'indépendance professionnelle de chacun.

Périmètre:

L'association se propose d'étendre son action sur les communes de Vannes et les communes environnantes.

Moyens mis en oeuvre:

Pour les services de soins à domicile et la section Alzheimer, l'association met à disposition un personnel salarié compétent et recourt à des professionnels indépendants pour des actions le nécessitant.

Il convient de signaler qu'un rapprochement avec d'autres services d'aide à la personne est actuellement à l'étude avec la création d'un Groupement de Coopération Sociale et Médico-social qui reprendrait l'intégralité de l'activité et du personnel à compter du 1er janvier 2026.

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur Etablissements sociaux & medico-sociaux (M 22).

Les dispositions contradictoires au PCG dont les retraitements ont été effectués sont les suivantes :

- Les comptes annuels ont été établis selon les règlements N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et N° 2019-04 du 8 novembre 2019

## ■ Règles et méthodes comptables

relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi qu'en application du plan comptable M22 relatif aux établissements sociaux et Médico-sociaux.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### **Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans

## ■ Règles et méthodes comptables

- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## ■ Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 981			3 981
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3 981</b>			<b>3 981</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	79 027			79 027
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	18 467			18 467
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	13 206			13 206
- Matériel de transport	71 914			71 914
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	20 028	3 241		23 269
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>202 641</b>	<b>3 241</b>		<b>205 883</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	99			99
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>99</b>			<b>99</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>206 721</b>	<b>3 241</b>		<b>209 962</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes



## ■ Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
• Frais d'établissement et de développement				
• Fonds commercial				
• Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 981			3 981
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3 981</b>			<b>3 981</b>
• Terrains				
• Constructions sur sol propre	61 618	1 771		63 389
• Constructions sur sol d'autrui				
• Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 385	1 705		8 090
• Installations techniques, matériel et outillage industriels				
• Installations générales, agencements aménagements divers	5 741	1 259		7 000
• Matériel de transport	42 924	11 316		54 240
• Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 349	679		20 029
• Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>136 018</b>	<b>16 731</b>		<b>152 748</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>139 998</b>	<b>16 731</b>		<b>156 729</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 636 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	2 529	2 529	
Charges constatées d'avance	107	107	
<b>Total</b>	<b>2 636</b>	<b>2 636</b>	

Prêts accordés en cours d'exercice  
Prêts récupérés en cours d'exercice

#### Produits à recevoir

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

	Montant
Divers - produits à recevoir	2 381
Banque - Intérêts courus à recevoir	463
<b>Total</b>	<b>2 844</b>



## ■ Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charge		75 701			66 748
<b>Total</b>		<b>75 701</b>			<b>66 748</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

#### Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation	8 953
Financières	
Exceptionnelles	

Dotation retraite:

Reprise de dotation en 2023= 5056 €

Nouveau solde à la clôture = 75701 €

## ■ Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 144 241 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 962	38 962		
Dettes fiscales et sociales	105 279	105 279		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>144 241</b>	<b>144 241</b>		

(\*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(\*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(\*\*) Dont envers les associés

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

#### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	5 312
Dettes provis. pr congés à payer	30 099
Personnel - autres charges à payer	1 184
Charges sociales s/congés à payer	15 392
Formation Continue	3 054
<b>Total</b>	<b>55 040</b>

## ■ Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance			
			107
Total			107

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
<b>TOTAL</b>	<b>906 624</b>

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

	Charges	Produits
<b>Pénalités, amendes fiscales et pénales</b>	<b>90</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>90</b>	

## ■ Autres informations

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux dirigeants

#### REMUNERATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS:

Les membres du bureau de l'association ne sont pas rémunérés.

Cependant au titre de la contribution à la mission qui lui a été confiée, le projet de la réforme des services, Mr Coric s'est vu alloué, pour son temps passé, la somme de 810 €. Cette dernière rentre dans le cadre de la tolérance administrative des 3/4 du Smic autorisant la rémunération du dirigeant bénévole.

#### Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat	9 000	8 220
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>	<b>9 000</b>	<b>8 220</b>
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	9 000	8 220
<b>Total</b>	<b>9 000</b>	<b>8 220</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

#### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Le bénévolat est ici valorisé sur la base de 300 heures pour une valeur horaire de 30 €.

## ■ Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Fonds dédiés for	7 143	2 826				2 826	
Total	7 143	2 826				2 826	

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

**Jean-Maurice MAJOU AUDIT**

Société de Commissariat aux Comptes  
inscrite à la Compagnie des Commissaires  
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo  
56550 LOCOAL-MENDON

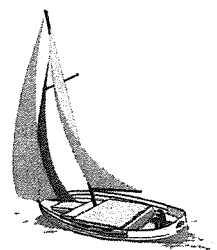
Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54

06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



# **ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN SOINS DU PAYS DE VANNES**

## **Rapport spécial du Commissaire aux Comptes**

Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

13 mai 2025

Ce rapport contient 2 pages



# ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN SOINS DU PAYS DE VANNES

Siège social : 7, allée du champ du Bois-Arcal - 56000 VANNES

## RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission

### CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article L.313-25 du Code de l'Action Sociale et de la Famille nous vous informons que la rémunération brute annuelle de Madame Marie ATHANE, Infirmière coordinatrice s'est élevée à 41 936,59 € pour l'année 2024.

Par ailleurs Monsieur Coric, Président, s'est vu alloué la somme de 810 € au titre du temps passé dans le cadre de l'étude de la réforme des services.

A Locoal-Mendon,  
Le 13 mai 2025

**Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU**  
**AUDIT**

**Commissaire aux comptes**

  
**Jean-Maurice MAJOU,**  
**Commissaire aux Comptes**